



Laurent Berger, secrétaire général de la CFDT « Un 49-3 me paraît incroyable et dangereux »

INTERVIEW

RÉSISTANCES

Le syndicaliste dénonce « un message dangereux pour la démocratie ». Et propose un référendum

Jeudi aura lieu, au Sénat puis à l'Assemblée nationale, le vote sur la réforme des retraites, ou son adoption via un 49-3 si le gouvernement estime ne pas disposer d'une majorité. Dans cette seconde hypothèse, quelle sera votre réaction ?

La Première ministre ne veut pas du 49-3. Elle l'a dit. Il n'y a donc pas de raison que le gouvernement le fasse... Disons-nous les choses: le débat n'a pas eu lieu à l'Assemblée nationale, et il a été accéléré au Sénat, alors que ce dernier a l'habitude d'aller au bout des textes dans une ambiance sereine. Dans ce contexte, adopter cette réforme grâce au 49-3 est impossible.

Le 49-3 est pourtant un outil prévu par la Constitution, non ?

J'ai toujours respecté les outils démocratiques. Cela ne serait évidemment pas illégal. Mais alors qu'on a atteint des niveaux de mobilisation inédits depuis les années 1990, et encore hier plus de 1 million de personnes dans les rues, je ne peux pas croire que le texte passe sans un seul vote au Parlement. Adopter par cette procédure hâtive une réforme à la fois très impactante pour la vie de dizaines de millions de gens, injuste de notre point de vue et mal bricolée, ce serait une forme de vice démocratique. Que la fin de l'histoire soit un 49-3, ça me paraît incroyable et dangereux.

Et si le texte était adopté après un vote des députés ?

Si le Parlement vote le texte, mais c'est loin d'être fait, il faudra en prendre acte. Ça ne veut pas dire que le besoin d'exprimer le mécontentement disparaît. Mais un vice démocratique d'un côté, une procédure parlementaire rabougrie

avec un vote de l'autre, ce n'est pas pareil. Quoi qu'il en soit, le monde du travail en entier rejette cette réforme. Ce n'est pas la France des feignants qui manifeste: c'est celle de ceux qui bossent tous les jours, dans toutes les Régions et les professions! Et la réponse du gouvernement, qui explique que la seule option est de faire adopter la réforme quoi qu'il en coûte, c'est le mépris. Voilà pourquoi la détermination qui s'exprime dans la rue est en train de se transformer en colère. Pour sortir de cette impasse, pourquoi ne pas demander aux citoyens ce qu'ils pensent du passage de 62 à 64 ans à travers un référendum ?

Comment envisagez-vous la suite ?

Nous aviserons avec les autres organisations syndicales, mais nous n'en sommes pas là. La partie n'est pas encore jouée. D'ici là, il y aura une semaine décisive et une journée de mobilisation, mercredi. J'appelle encore à la raison et au dialogue. Est-ce qu'on peut se poser pour constater que ça ne passe pas ? Et ce n'est pas le commentaire du responsable de la première organisation syndicale. Ce sont les enquêtes d'opinion et les mobilisations dans la rue qui le disent.

Quel message allez-vous faire passer aux députés d'ici à jeudi ?

J'appelle les parlementaires à regarder ce qui se passe dans leurs circonscriptions. Quand le nombre de manifestations représente un tiers du nombre d'habitants de la ville où elle se déroule, il faut quand même en tenir compte ! Et ce ne sont pas des cortèges politiques mais des cortèges de salariés. Les partis politiques qui auraient aimé récupérer la mobilisation n'y ont pas réussi.

L'intersyndicale a écrit jeudi à Emmanuel Macron pour lui demander une rencontre. Il vous a répondu en vous renvoyant vers Maitignon et le ministre du Travail...

Il nous répond par une fin de non-recevoir, tout en nous expliquant qu'il est un apôtre du dialogue. Cette lettre mériterait d'être analysée, avec un peu de recul, comme

un exemple parfait d'un incroyable bras d'honneur à la démocratie sociale.

Y a-t-il encore quelque chose à négocier ?

Il n'y a aucun pays européen démocratique où il n'y aurait pas eu, à un moment, une rencontre pour exprimer ces désaccords. L'idée n'est pas de dire au gouvernement: « Trouvons un compromis maintenant. » Mais la contestation du monde du travail est massive, profonde et durable. Ce n'est pas parce que ce texte serait adopté que les gens vont se dire: « On passe à la séquence suivante. » Ça, c'est ce que les technos qui conseillent le gouvernement croient. Et ils se trompent.

Sera-t-il possible de repartir sur de bonnes bases avec l'exécutif, une fois cette affaire soldée ?

Quelle que soit l'issue, la CFDT aura toujours une seule boussole: elle continuera à bosser pour l'amélioration de la vie au travail, pour le dialogue professionnel, pour la révision des ordonnances travail de 2017. Mais si la loi est adoptée sans tenir compte de l'expression du mouvement social, on ne se retrouvera pas, le lendemain matin, en train de discuter comme si de rien n'était. On ne pourra pas repartir comme avant, comme si cet épisode qu'on traverse n'avait pas existé. Ça va compliquer les choses et tendre le dialogue. L'exécutif ne peut pas nous dire: « Je ne discute pas des retraites, mais d'accord pour tous les autres sujets. » D'ailleurs, ces autres sujets ne peuvent pas se résumer à trois ou quatre mesures sucrées ou cosmétiques, qui n'auraient pas de sens ou d'effectivité.

Êtes-vous devenu l'opposant numéro un au gouvernement ?

Pas du tout. Je ne suis pas un politique, et je ne suis l'opposant de personne. Je continue de faire mon boulot de syndicaliste. Mais quand on n'a pas d'interlocuteurs, on s'oppose et on conteste par un rapport de force. Pour le reste, la CFDT n'a pas changé. Nous sommes toujours pour le système universel de retraites. Ce n'est pas





moi qui ai changé d'avis ! À une époque, Emmanuel Macron soulignait que c'était dur de travailler jusqu'à 62 ans, et souhaitait « *bon courage* » pour y arriver. J'étais d'accord...

Soutenez-vous les blocages ?

Il n'est pas question pour la CFDT d'appeler au blocage du pays ni à des grèves reconductibles. Ce n'est pas dans notre culture. Et ce n'est pas ce que demandent les travailleurs que je rencontre.

Redoutez-vous une multiplication des violences, qui entacheraient la popularité du mouvement social ?

Je ne cautionne jamais la violence. Après, peut-être que ce sera une conséquence malheureuse face au mépris auquel nous nous heurtons. Il y a un ressentiment très profond dans le monde du travail. Est-ce qu'une forme de désespoir peut s'exprimer en dehors des consignes syndicales ? Je ne l'espère pas. Mais pour 284 000 Gilets jaunes, au plus fort de la mobilisation, Emmanuel Macron a lâché 13 milliards, simplement parce qu'il y avait eu des violences. Nous, nous sommes,

selon la police, 1,5 million dans la rue, dignes et sans violence, mais personne ne daigne nous recevoir ! Le Président envoie là un message dangereux pour la démocratie. ●

PROPOS RECUEILLIS

PAR ARTHUR NAZARET

ET DAVID REVAULT D'ALLONNES

« Pourquoi ne pas demander aux citoyens ce qu'ils pensent du passage de 62 à 64 ans ? »

« Il n'est pas question pour la CFDT d'appeler au blocage »

